

CHAPITRE 2

RECUEIL DES POLITIQUES ET PRATIQUES DES PAYS LES MOINS AVANCÉS DANS LE DOMAINE DES TRANSFERTS DE FONDSS

INTRODUCTION

Dans le cadre de la Conférence ministérielle des Pays les moins avancés (PMA) sur le renforcement de l'impact des transferts de fonds sur le développement, l'OIM a le plaisir de fournir ce recueil d'informations sur les transferts de fonds obtenues auprès de 12 PMA. Un questionnaire (en annexe) a été envoyé par l'OIM à (16) gouvernements de PMA qui représentent les pays qui connaissent d'importants flux de transferts de fonds, pour recueillir un certain nombre d'informations relatives aux politiques et pratiques concernant le flux et l'utilisation des transferts de fonds. Ce recueil est une compilation des réponses à ce questionnaire. Hormis les problèmes mineurs d'édition pour clarifier les réponses et faciliter un certain degré de précision stylistique, l'on n'a pas tenté d'analyser ou de tirer des conclusions à partir des informations fournies dans le présent recueil.

Le questionnaire a été élaboré pour collecter des informations sélectives, récentes et relativement concises, afin de faire une analyse sélective des principales questions, politiques et pratiques relatives aux transferts de fonds vers les PMA. Nous croyons que les réponses sont utiles et éclairantes. Le processus de compilation de ces informations souligne la nécessité continue d'améliorer l'échange de données et d'informations collectées sur les transferts de fonds vers les PMA.

Ce document est composé tout d'abord de tableau aux comparatifs, suivis de sections sur chaque pays. Les sujets couverts sont les données sur les flux de transferts de fonds, les politiques et mécanismes pour attirer les transferts de fonds ou ceux susceptibles de détourner les flux de transfert de fonds vers des circuits informels, les politiques visant à renforcer l'impact des transferts de fonds sur le développement, le cadre institutionnel et les politiques d'émigration et de diaspora y relatives.

Permettez-moi tout d'abord de remercier Jennifer Petree et Sonam Namgyel du Service de Migration de Main de main de main d'oeuvre de l'OIM pour la compilation et l'analyse. Je remercie particulièrement les gouvernements et fonctionnaires des PMA qui ont répondu à l'enquête par questionnaire. Je voudrais aussi remercier Meera Sethi, Sarah Mohsen et les collègues de l'OIM qui ont assuré le suivi de la demande d'information et Mme Awa Sanou Gueye pour la traduction du Recueil en langue française.

Nilim Baruah
Head, Chef de service de la migration de main d'œuvre
Services de gestion de la Migration
OIM, Genève

SECTION I : DONNEES SUR LES FLUX DE TRANSFERTS DE FONDS ET LA MIGRATION

TABLEAU 1.1
COLLECTE DE DONNÉES SUR LE TRANSFERT DE FONDS

Pays	Type de données sur le transfert de fonds													
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N
Bangladesh	X	X		X		X								
Burkina Faso *	X	X	X	X		X	X	X				X	X	X
Burundi	X	X		X	X	X	X						X	
Cambodge	X													
Lesotho	X		X	X		X				X	X			
Mali	X			X	X	X	X						X	
Tanzanie				X	X	X	X							X
Ouganda	X	X		X	X	X	X							

* tbc

Clé :

- | | |
|--|--|
| A = Flux officiel total | H = Genre de l'expéditeur et/ou destinataire de fonds |
| B = Nombre de transactions annuelles | I = Age du destinataire de fonds |
| C = Fréquence des transferts | J = Revenu de l'expéditeur de fonds |
| D = Modes/circuits de transfert de fonds | K = Emploi de l'expéditeur de fonds |
| E = Coût du transfert | L = Statut juridique/migratoire de l'expéditeur de fonds |
| F = Pays d'expédition de fonds | M = Utilisations principales des fonds transférés |
| G = Ville/province/région/communauté de destination de fonds | N = Autres |

TABLEAU 1.2
FLUX TOTAL DES TRANSFERTS DE FONDS POUR 2003 ET 2004 (EN \$US)
ET PROPORTION DE CE FLUX TOTAL PAR RAPPORT AU PIB

Flux des transferts de fonds	Ouganda	Cambodge	Bangladesh	Mali	Burundi	Tanzanie
2003 Officiel			3,062 milliards \$		2 893 813	1,9 millions \$
2003 Informel						
2003 Flux total estimé	297 millions \$	162,8 millions \$		138,38 millions \$		
2003 Total en tant que pourcentage du PIB	4.60%	3.70%	5.90%	3.28%	0.48%	0.02%
2004 Officiel			3,372 milliards \$	110 millions\$	4 139 065 \$	3,4 millions \$
2004 Informel				130 millions\$		
2004 Flux total estimé	291 millions \$	142 millions \$		240 millions\$		
2004 Total en tant que pourcentage du PIB	3.70%	2.90%	5.98%		0.60%	0.03%

TABLEAU 1.3
PRINCIPAUX FLUX DES TRANSFERTS DE FONDS

Pays d'expédition de fonds	USA	Canada	RU	Australie	Europe	Afrique centrale	Afrique du Sud	Moyen-Orient	Asie	Japon
Bangladesh	X							X		
Burundi	X	X			X					
Cambodge	X			X	X					
Ethiopie	X				X			X		
Haïti	X	X								
Lesotho							X			
Mali	X				X	X			X	
Tanzanie	X				X			X		
Ouganda	X		X							X

SECTION II : POLITIQUES ET MECANISMES PROPRES A ENCOURAGER LES TRANSFERT DE FONDS OU SUSCEPTIBLES DE LES DETOURNER VERS LES CIRCUITS INFORMELS

FIGURE 2.1
TAUX DE CHANGE OFFICIEL

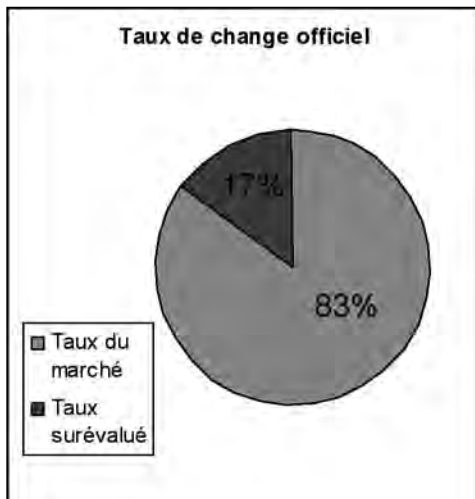


FIGURE 2.2
TAXATION ET TRANSFERT DE FONDS



FIGURE 2.3
COMPTES EN DEVISES RAPATRIABLES
DE NATIONAUX

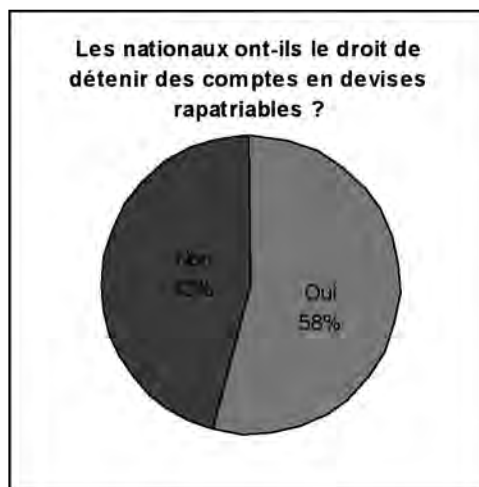


FIGURE 2.4
PROPORTION DE PAYS AYANT LIBRE ACCÈS
AUX DEVISES E

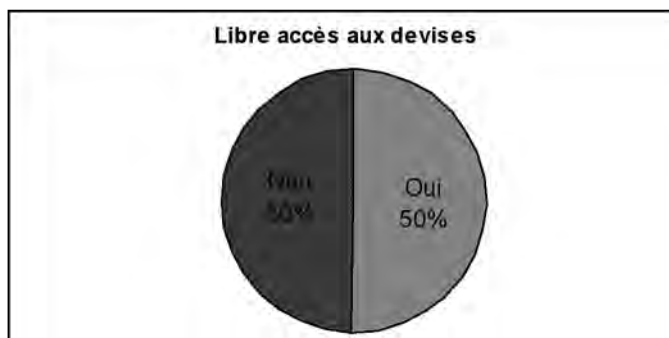


TABLEAU 2.1
LES CIRCUITS LES PLUS COURANTS PAR LESQUELS LES DESTINATAIRES REÇOIVENT
TRANSFERTS LES DE FONDS (PAR RANG)

	Circuits officiels de transfert				Circuits informels de transfert	
	Opérateurs de transfert de fonds	Banques	Service postal	Agences de recrutement	Remis de la main à la main par des voyageurs	<i>Hawala/Hundi</i> (Opérateurs informels tiers)
Afghanistan	2	1				1
Bangladesh		1	2			1
Bénin	2	3	1		1	2
Burundi	1	3			2	
Cambodge		1			1	2
Ethiopie	2	1				1
Haïti	1	2			1	2
Lesotho		1		2		
Mali	2	1			2	1
Tanzanie	2	1			1	
Ouganda	1	2	3		2	1

Clé : 1 = Circuit le plus courant
2 = 2^{ème} circuit le plus courant
3 = 3^{ème} circuit le plus courant

TABLEAU 2.2
QUALITÉ DES SERVICES DE TRANSFERT DE FONDS VERS LES ZONES RURALES ET QUELLES
MESURES SONT PRISES POUR AMÉLIORER LE SERVICE AUX DESTINATAIRES DANS CES
COMMUNAUTÉS RURALES

Afghanistan	Le service est très limité dans la mesure où les institutions bancaires officielles ne disposent pas de réseau de banques régionales. Actuellement, il existe un système électronique national de transfert de fonds vers les centres provinciaux.
Bangladesh	Dans le cadre d'une initiative visant à améliorer les services de distribution vers les destinataires ruraux, le Gouvernement est en train d'examiner un projet à adopter et à mettre en œuvre intitulé « Programme de services financiers pour les pauvres (FSP) et projet de partenariat du G8 sur le transfert de fonds », en collaboration avec DFID (RU).
Burundi	Il existe un petit nombre de banques à travers le pays. L'agence de microfinancement de MUTEC se trouve dans le voisinage de Buyenzi, à Bujumbura. La mise sur pied d'une coopérative par la Diaspora burundaise a permis la création d'une Agence (petite agence qui propose des services à domicile).
Ethiopie	Nous avons appris que les agences de transfert de fonds ont développé leurs réseaux hors des principales villes.
Haïti	Les services de transfert de fonds se développent bien dans les zones rurales.
Mali	Informal services provided by commercial merchants are the most prevalent, but there are many security problems in connection with rural service delivery. Distribution services are mainly concentrated in urban areas. Delivery to service areas outside urban centres is done mainly through families (social networks).
Tanzanie	Actuellement, les services de distribution sont situés dans les villes, bien qu'il existe des projets pour pénétrer à l'intérieur. Toutefois, ces projets se développeront conformément à l'expansion/réseautage des banques commerciales, étant donné qu'elles sont les principaux acteurs du marché. Dans le passé, seule une banque avait été mandatée pour gérer les transferts de Western Union, mais ce dernier a maintenant désigné d'autres banques commerciales comme agents.
Ouganda	Par les relations/individus, les institutions de microfinancement ayant des liens avec Western Union et les institutions bancaires ayant des agences dans les zones rurales.

SECTION III : POLITIQUES VISANT A RENFORCER L'IMPACT DES TRANSFERTS DE FONDS SUR LE DEVELOPPEMENT

TABLEAU 3.1
SERVICES DES MIGRANTS POUR ENCOURAGER LES INVESTISSEMENTS PROVENANT
DES TRANSFERTS DE FONDS

	Fonds de contrepartie pour les projets de développement local	Fonds de contrepartie pour le logement	Informations sur les gouvernements/ projets de développement/ qui ont besoin de soutien	Partenariats avec les agences de développement locales/ nationales	Incitations au crédit	Mesures incitatives pour le développement des entreprises
Afghanistan						
Bangladesh						
Benin						
Burundi	X	X		X		
Cambodge						
Ethiopie						
Haïti						
Lesotho						
Mali	X	X		X	X	X
Tanzanie	X					
Ouganda			X	X		

TABLEAU 3.2
EPARGNE ET DÉPÔTS

Les personnes déposent-elles généralement leurs épargnes dans les banques ?	
Oui	Non
Bangladesh	Afghanistan
Benin	Cambodge
Burundi	Haïti
Ethiopie	
Lesotho	
Mali	
Tanzanie	
Ouganda	

SECTION IV : POLITIQUES D'IMMIGRATION SUSCEPTIBLES D'AFFECTER LES TRANSFERTS DE FONDS

TABLEAU 4.1
MESURES VISANT À PROMOUVOIR LA MIGRATION DE TRAVAIL RÉGLEMENTÉE ET LES SERVICES D'APPUI AUX MIGRANTS

Mesures visant à promouvoir la migration de travail règlementée												
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
Accords gouvernementaux bilatéraux		X										
Agences de recrutement		X								X		
Organe gouvernemental chargé de promouvoir la migration de travail tel l'Unité externe de main-d'œuvre		X										X
Services d'appui aux migrants												
Responsables des questions de la main-d'œuvre		X				X						
Fonds d'assistance		X										
Assistance des missions à l'étranger	X				X				X	X		

Clés :

A = Afghanistan
B = Bangladesh
C = Benin
D = Burkina Faso
E = Burundi
F = Cambodge

G = Ethiopie
H = Haïti
I = Mali
J = Lesotho
K = Tanzanie
L = Ouganda

SECTION V : CADRE INSTITUTIONNEL

TABLEAU 5.1
ORGANISME GOUVERNEMENTAL CHARGÉ DES QUESTIONS DE MIGRATION
ET DE TRANSFERT DE FONDS

Afghanistan	Le Ministère du Travail et des Affaires sociales.
Bangladesh	Le Ministère des expatriés et de l'emploi à l'étranger.
Benin	Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation.
Cambodge	La Direction du travail migrant au Ministère de la Formation professionnelle et du travail – la Direction est chargée de la gestion et du développement de politiques de travail des migrants, du règlement des différends et de la préparation des statistiques sur les exportations de main-d'œuvre.
Haïti	Le Ministère des Haïtiens vivant à l'étranger – il vient juste d'être créé, est axé sur l'économie et essaie d'encourager les transferts de fonds et les investissements.
Lesotho	Le Ministère de l'Emploi et du Travail – il est chargé de l'administration du Fonds de retenue sur les traitements qui est composé : (1) du Ministère de l'Emploi et du Travail, (2) du Lesotho Bank, (3) des représentants des mineurs, (4) de l'Agence de recrutement.
Mali	Le Ministère malien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine ; le Ministère de l'Economie et des Finances travaille également sur les projets de co-développement et est chargé d'aborder les questions de migration et de transferts de fonds.

SECTION VI : AUTRES POLITIQUES PERTINENTES RELATIVES A LA DIASPORA

TABLEAU 6.1
RELATIONS OFFICIELLES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES DIASPORAS DE MIGRANTS
À L'ÉTRANGER

	Congrès et/ou manifestations des Diasporas	Journée des Diasporas	Information/ site web	Cartes d'identité	Double nationalité	Droits de vote	Associations de Diasporas à l'étranger
Afghanistan							
Bangladesh				X ²			
Benin	X	X	X			X	X
Burundi	X		X	X ³	X	X	X
Cambodge							
Haïti	X ⁴	X ⁵	X ⁶				X ⁷
Lesotho							
Mali	X ⁸		X ⁹				X
Tanzanie							
Ouganda							

Clés :

- 1 = CIP (NBR).
- 2 = Passeports.
- 3 = Plusieurs conférences à l'étranger et événements culturels.
- 4 = Semaine de la Diaspora.
- 5 = www.Haiti2004lakay.org.

- 6 = Des invitations sont faites pour les fêtes religieuses et il y a également des contacts à travers le web avec les associations de la diaspora à l'étranger.
- 7 = Forum de la Diaspora en Octobre 2003.
- 8 = Site web des Maliens à l'étranger.
- 9 = Haut Conseil des Maliens à l'étranger.

AFGHANISTAN



Organe gouvernemental chargé de la question de la migration et des transferts de fonds
Ministère du Travail et des Affaires Sociales

Collecte de données sur les transferts de fonds

Présentement, il n'existe officiellement aucun programme de transfert de fonds. Il y a eu de premières discussions sur la création d'un programme de transfert de fonds par les travailleurs émigrés, en collaboration avec une banque commerciale et la banque centrale.

Taxation et transferts de fonds

Les revenus des transferts de fonds ne sont pas imposés.

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Accès libre aux devises par des nationaux

Oui

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

L'Afghanistan l'autorise.

Circuits les plus courants à travers lesquels les destinataires reçoivent les transferts de fonds :

Circuit de transfert officiel 1 : Transferts électroniques (Swift)

Circuit de transfert officiel 2 : Fournisseurs de services de transferts de fonds
tels que Western Union

Circuit de transfert informel : System *Hawala*

Services de distribution des fonds transférés dans les zones rurales

La **qualité** du service est très limitée, car les institutions bancaires officielles ne disposent pas de réseaux de banques régionales, mais il existe désormais un système de transfert de fonds électronique vers les centres régionaux.

Services d'appui aux migrants

Services généraux disponibles à l'étranger (consulats et ambassades).

Assistance du HCR (aux demandeurs d'asile et aux réfugiés).

OIM (aide au retour volontaire et retour de nationaux qualifiés).

Accords de coopération

De tels accords ont été conclus avec les pays ayant accueilli des migrants afghans ; ils portent entre autres sur les questions de migration. D'autres accords concernent les organisations internationales ci-après et portent sur les questions de migration et de transfert de fonds :

OIT et HCR

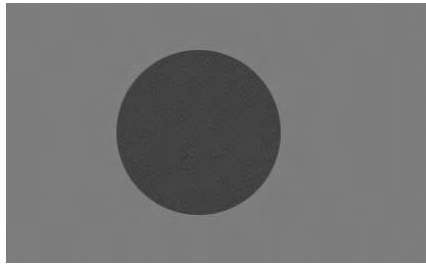
Accords existants entre le HCR, divers pays d'Europe et l'Afghanistan concernant les réfugiés et les demandeurs d'asile.

Dialogue trilatéral engagé à la fin de 2005 entre le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan avec l'aide de l'OIM et portant sur la migration.

Audits annuels des banques

Oui

BANGLADESH



Organe gouvernemental chargé de la question de la migration et des transferts de fonds
Ministère des Expatriés et de l'Emploi à l'étranger.

Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les transferts de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux financiers compris dans la collecte de données sur les transferts de fonds

Les transferts de fonds sont reçus par le canal des banques.

Type de transferts de fonds collectés :

Flux total officiel
Total des transactions annuelles
Modes/circuits de transfert de fonds
Pays d'expédition des fonds

Flux total des transferts de fonds et proportion de ce flux total par rapport au PIB

2003 Officiel	3,062 milliards \$
2003 total en % du PIB	5.90%
2004 Officiel	3,372 milliards \$
2004 total en % du PIB	5.98%

Principaux pays d'expédition de fonds

Arabie saoudite
Etats-Unis
Emirats Arabes Unis

Statut juridique des migrants expéditeurs de fonds

Nombre total de migrants (2003)	3.58 millions
Professionnels	4.40%
Qualifiés	31.80%
Spécialisés	16.66%
Non spécialisés	47.14%

Informations supplémentaires sur les expéditeurs de fonds

Tranche d'âge	20-50 ans
Lieu d'origine (rurale/urbaine)	Les deux
Niveau d'études	Tous les niveaux
Niveau socioéconomique	Tous les niveaux

Usage principal des transferts de fonds

Alimentation et habillement
Construction/réparation de maison
Achat de terres agricoles
Remboursement de prêt (pour la migration)
Cérémonies sociales
Envoi de membre de la famille à l'étranger
Investissement dans les affaires
Remboursement de prêt (à d'autres fins)
Soins médicaux/Médicaments
Epargne/Dépôt fixe
Education
Mainlevée d'hypothèque immobilière
Autre
Prise d'hypothèque immobilière
Acquisition de propriété familiale
Cadeaux/Dons à des parents
Financement du pèlerinage d'un parent
Meubles
Assurances
Activités de développement communautaire

Taux de change officiel

Il n'existe pas de taux de change officiel. Les banques effectuent les transferts de fonds selon leur propre taux de change qu'elles communiquent, conformément aux taux du marché dans un régime de change flottant de Taka.

Accès libre aux devises pour les nationaux

Oui

Taxation et transferts de fonds

Les revenus des transferts de fonds ne sont pas imposés.

Information aux nationaux à l'étranger sur les canaux et les coûts de transfert de fonds

Information aux nationaux à l'étranger sur les canaux et les coûts de transfert de fonds
– Toutes les informations relatives aux canaux de transfert de fonds sont disponibles sur le site web de la *Bangladesh Bank* : www.bangladesh-bank.org. Des brochures d'information y relatives sont également distribuées.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Bangladesh l'autorise.

Circuits les plus courants par lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés :

Circuit de transfert officiel 1 : Banks
Circuit de transfert officiel 2 : Post office
Circuit de transfert informel : *Hundi*

Principaux acteurs du marché des transferts de fonds

Les sociétés de transfert de fonds

Les banques
Les systèmes informels de transfert de fonds

Comment ce marché a-t-il changé au fil du temps ?

Les arrangements réglementaires nécessitent que les transferts de fonds de l'étranger soient canalisés à travers les banques du Bangladesh.

Services de distribution des fonds transférés dans les zones rurales

Mesures visant à améliorer le service – Dans le cadre de l'initiative visant à améliorer les services de distribution aux destinataires ruraux, le Gouvernement est en train d'examiner un projet à adopter et à mettre en œuvre intitulé « Programme de services financiers pour les pauvres (FSP) et projet de partenariat du G8 sur le transfert de fonds » en collaboration avec le DFID (RU).

Autres mesures – Un projet appuyé par le DFID est en cours d'élaboration.

Mesures visant à attirer l'investissement à partir des transferts de fonds :

1. *Bon d'équipement des salariés* – peut être acheté par le salarié qui travaille à l'étranger en son nom propre ou au nom de toute autre personne mentionnée dans la demande. Le ou les bons arrivent à échéance de paiement au bout de ou après cinq ans à compter de leur date d'acquisition. Le ou les bons portent des intérêts au taux de 12 pour cent par an payables semestriellement dans la monnaie du Bangladesh. L'argent investi dans l'achat de bons d'équipement et les intérêts échus/gagnés n'est pas imposé.
2. *Titre d'investissement en dollar US* – peut être émis au nom du titulaire d'un compte en devises contre les transferts de l'étranger dans le compte. Le ou les titres arrivent à échéance pour paiement au bout de trois ans à compter de la date d'émission. Le porteur de titre aura droit à des intérêts tous les semestres au taux fixe de 6,5 pour cent par an en \$US. L'argent investi dans l'achat de titres et les intérêts échus/gagnés sur l'investissement dans le/les titres n'est pas imposé.
3. *Obligation à prime en dollar* – peut être émise au nom du titulaire d'un compte en devise contre les transferts de fonds de l'étranger. Le ou les obligations arrivent à échéance pour paiement au bout de trois ans à compter de la date d'émission. Le porteur d'obligation aura droit à des intérêts tous les semestres au taux fixe de 7,5 pour cent par an en monnaie du Bangladesh au taux USD/BDT. L'argent investi dans l'achat d'obligations et les intérêts échus/gagnés sur l'investissement dans le/les obligations n'est pas imposé.

Épargne et banques

Les populations déposent généralement leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Mesures visant à promouvoir la migration de travail réglementée

Des accords gouvernementaux bilatéraux avec quelques pays dont la Malaisie, le Koweït et le Qatar concernant la migration de professionnels /main-d'œuvre qualifiée sont conclus.

Mesures visant à fournir des services d'appui aux migrants

Le Ministère chargé du Bien-être des Expatriés et de l'Emploi à l'étranger supervise les affaires relatives aux migrants et gère un « Fonds pour le bien-être des salariés » qui

fournit aux expatriés et aux migrants de retour un appui financier et d'autres services d'appui, notamment le transport des dépouilles mortelles venant de l'étranger.

Accords bilatéraux

Des accords bilatéraux ont été signés avec la Malaisie, le Koweït et le Qatar.

Accords de coopération

Avec les pays de destination de migrants qui prennent en charge les questions de migration de nationaux Bengali, et avec les organisations internationales dans le domaine de la migration et des transferts de fonds :

Facilités de transferts de fonds avec les bureaux de change dans divers pays.

OIM – l'OIM et le Ministère chargé des Expatriés et de l'Emploi à l'étranger et le BMET coopèrent dans ce domaine.

BENIN



L'organe gouvernemental chargé de la question de la migration et des transferts de fonds

Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation

Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur le transfert de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux financiers dans la collecte de données sur les transferts de fonds

Transferts de fonds arrivent au Bénin par le biais des banques, du service postal ou des compagnies de transfert d'argent comme Western Union, mais sont souvent remis par des individus qui partent en voyage dans le pays.

Usage principal des transferts de fonds

Alimentation
Soins médicaux /Médicaments
Logement
Education
Eau/Electricité/Carburant
Transport
Communication
Appareils électroménagers
Habillement

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Accès libre aux devises par les nationaux

Oui

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds sont imposés.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux :

Le Bénin ne l'autorise pas.

Les circuits les plus courants par lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés :

Circuit de transfert officiel 1 : Post

Circuit de transfert officiel 2 : Sociétés de transfert de fonds
Circuit de transfert officiel 3 : Banques
Circuit de transfert informel 1 : Personnel
Circuit de transfert informel 2 : Sociétés de transfert informelles

Epargne et banques

Les populations déposent généralement leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Relations formelles entre le gouvernement et les communautés de migrants nationaux à l'étranger :

Congrès et/ou manifestations de la Diaspora
Journée de la Diaspora
Information/sites web
Doits de vote
Relations avec les associations de la diaspora à l'étranger.

BURKINA FASO



Types de données collectées sur les transferts de fonds :

- Flux officiel total
- Nombre de transactions annuelles
- Fréquence des transferts
- Modes/circuits de transferts de fonds
- Pays d'expédition de fonds
- Ville/province/région/communauté de destination de fonds
- Genre de l'expéditeur/et ou destinataire de fonds
- Statut juridique/de migrant des expéditeurs de fonds
- Principaux usages des fonds transférés
- Autre

Taux de change officiel

Au taux du marché.

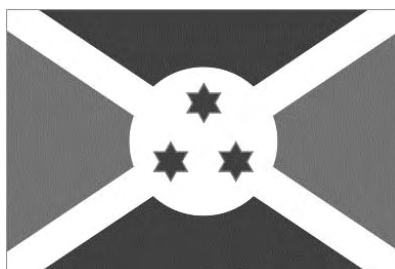
Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds sont imposés au Burkina Faso.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Burkina Faso ne l'autorise pas.

BURUNDI



Données sur les flux de transfert d'argent et la migration

Les données sur le transfert de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Collecte de données sur les transferts de fonds

Types de données collectées sur les transferts de fonds :

Flux total officiel

Nombre de transactions annuelles

Modes/circuits de transfert de fonds

Coût du transfert

Pays d'expédition de fonds

Ville/province/région/communauté de destination de fonds

Usage principal des fonds transférés

Flux total des transferts de fonds

2003 Officiel	2 893 813 \$
2003 Total en % du PIB	0,48%
2004 Officiel	4 139 065 \$
2004 Total en % du PIB	0,60%

Usage principal des transferts de fonds

Alimentation

Soins médicaux/Médicaments

Logement

Education

Eau/Électricité/Carburant

Transport

Communication

Appareils électroménagers

Habillement

Taux de change officiel

Taux surévalué.

Accès libre aux devises par les nationaux

Oui

Taxation et transferts de fonds

Les revenus des transferts de fonds ne sont pas imposés au Burundi.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Burundi l'autorise.

Canaux les plus courants par lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés

Canal de transfert officiel 1 : Western Union (frais – le coût le plus élevé est 16% pour les transferts jusqu'à 100\$, le coût le plus bas est 4% pour les transferts atteignant 3 500\$)

Canal de transfert officiel 2 : Money Gram (le coût le plus élevé est 12% pour transférer jusqu'à 100\$ et le coût le plus bas est 3% pour transférer 10 000\$)

Canal de transfert officiel 3 : La Mutec (Gratuit si l'on a ouvert un compte auprès de MUTEC).

Canal de transfert informel : Remis de la main à la main par des voyageurs

Principaux acteurs du marché du transfert de fonds

Remittance companies :	MUTEC, Western Union, Money Gram
Compagnies de transfert de fonds	MUTEC, Western Union, Money Gram
Banques	BANCOBU, IBB, BCB
Systèmes informels de transferts de fonds	Remise des fonds de la main à la main

Comment ce marché a-t-il change au fil du temps ?

Les banques continuent de fonctionner traditionnellement comme le font Western Union et Money Gram. MUTEC est toutefois devenue une initiative privée de la Diaspora Burundaise le 26/7/2004. En février 2005, MUTEC a ouvert une agence à Buyenzi, un quartier populaire de Bujumbura.

Les services de distribution des fonds transférés dans les zones rurales

Il existe des banques dans quelques endroits à travers le pays. L'agence de microfinancement de MUTEC est dans le voisinage de Buyenzi, à Bujumbura.

Mesures visant à améliorer le service – La mise sur pied d'une coopérative par la Diaspora burundaise a permis la création d'une petite agence qui offre des services à domicile.

Services visant à encourager les migrants à investir les fonds transférés

Fonds de contrepartie pour les projets de développement locaux

Fonds de contrepartie pour le logement

Partenariat avec les agences de développement locales/nationales/internationales

Description des activités : MUTEC est un institut de microfinance qui mobilise les épargnes et accorde des crédits à des taux d'intérêt très bas (selon la situation financière du marché) à des associations d'agriculteurs, d'ouvriers, d'employés de banques.

Epargne et banques

Les populations déposent-elles généralement leurs épargnes dans les banques ? – Oui.

Audits annuels des banques

Oui

Faillites bancaires en 2004

Il a été enregistré la faillite de deux banques – la Banque de Commerce et de Développement (BCD) et Burundi Direct (micro-crédit).

Accords de coopération avec les organisations internationales dans le domaine de la migration et des transferts de fonds :

L'OIM travaille avec le Burundi dans le cadre du MIDA par le biais :

Des transferts de compétence

Des transferts virtuels

Des transferts financiers avec les Burundais vivant dans les pays de l'Union européenne

Relations officielles entre le Gouvernement et les diasporas de migrants burundais à l'étranger

Congrès et/ou manifestations de la Diaspora

Cartes d'identification (passeports)

Double nationalité

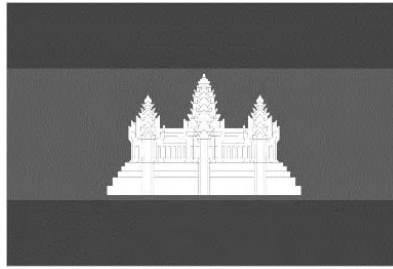
Droits de vote

Relations avec les Associations de la Diaspora/Migrants à l'étranger

Autres politiques et mesures en place

Par le biais du MIDA – le Burundi bénéficie du transfert virtuel de connaissances.

CAMBODGE



Organe chargé de la question de la migration et des transferts de fonds

Direction du Travail migrant au Ministère de la Formation professionnelle et du Travail.
La Direction est chargée de la gestion et du développement de politiques sur le travail migrant, le règlement des problèmes et la compilation de statistiques sur la migration de main-d'œuvre.

Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les transferts de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux financiers dans la collecte de données sur les transferts de fonds et définition utilisée

Les données sur les transferts de fonds sont incluses dans les statistiques de la balance des paiements des flux financiers en tant que transferts privés. La définition couvre les transferts de fonds des travailleurs migrants et les transferts de fonds pour soutenir les familles effectués par les Cambodgiens expatriés.

Collecte de données sur les transferts de fonds

Type de données collectées sur les transferts de fonds :
Flux total officiel

S'il existe des projets de création d'un système de collecte de données, veuillez expliquer ces projets et quels types de données seront collectés.

La Banque Nationale du Cambodge adoptera les ITRS pour collecter des informations sur les transferts effectués par le biais du système bancaire. Actuellement, la classification des transactions bancaires n'est pas compatible avec les données fournies par les banques commerciales.

Total des flux de transferts de fonds

2003 Flux total estimé	162,8 millions \$
2003 Total en % du PIB	3,70%
2004 Flux total estimé	142 millions \$
2004 Total en % du PIB	2,90%

Principaux flux de transferts de fonds

Trois premiers pays d'expédition de fonds :

Etats-Unis
Australie
France

Taux de change officiel

Taux surévalué.

Accès libre aux devises par les nationaux

Non

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds ne sont pas imposés au Cambodge.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Cambodge l'autorise.

Les circuits les plus courants par lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés :

Circuit de transfert officiel 1 : Banques commerciales

Circuit de transfert informel 1 : Touristes/visiteurs

Circuit de transfert informel 2 : Compagnies non officielles de transferts de fonds

Principaux acteurs du marché de distribution des fonds transférés

Essentiellement les systèmes informels de transfert de fonds en raison de la faiblesse du système bancaire et du flux peu important de transferts de fonds.

Services de distribution de fonds transférés dans les zones rurales

Aucune donnée n'a été collectée sur les services de distribution de fonds transférés dans les zones rurales. Les données sur les transferts de fonds sont estimées sur la base des tendances générales de l'économie.

Autres mesures pour améliorer le service – Le système d'utilisation des services de responsables de la main-d'œuvre sera une autre manière de faciliter les services de transfert de fonds et certains autres services d'appui au travail migrant.

Épargne et banques

Les populations ne déposent généralement pas leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Non

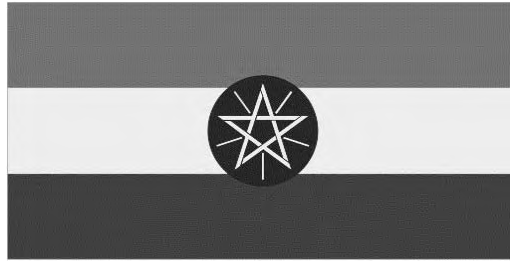
Mesures visant à fournir des services d'appui aux migrants

Les bureaux de placement sous contrat offrent des services d'appui aux migrants. Toutefois, le Ministère de la Formation Professionnelle et du Travail envisage d'utiliser les services des responsables de la main-d'œuvre pour suivre et fournir une assistance juridique à ces migrants.

Accords bilatéraux/régionaux

Le Cambodge a conclu des accords bilatéraux avec la Malaisie, la Corée et la Thaïlande. Par ailleurs, le Cambodge est membre de l'AFAS et du GATS.

ETHIOPIE



Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les flux de transfert de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux de transferts de fonds dans la collecte de données sur les transferts de fonds et définition utilisée

Dans la compilation de la balance des paiements du pays, les transferts individuels privés comprennent les transferts d'argent des travailleurs comme ceux des migrants. Ces transferts se réfèrent à nouveau aux fonds envoyés par les travailleurs à leurs familles et au transfert de biens et avoirs financiers par les migrants.

Principaux flux de transferts de fonds

Trois premiers pays/région d'expédition de fonds :
(sur la base de l'importance des diasporas éthiopiennes)
Etats-Unis
Europe
Moyen-Orient

Mesures visant à améliorer à l'avenir la collecte de données sur les transferts de fonds

Pour renforcer le flux de transfert de fonds, le Gouvernement a pris les mesures suivantes:

- a) NBE a donné la directive No. FXD/25/2004 en amendement à la directive No. FXD/24/2004 pour permettre aux Ethiopiens vivant à l'étranger et aux ressortissants étrangers d'origine éthiopienne d'ouvrir des comptes en devises dans n'importe quelle banque commerciale autorisée en Ethiopie
- b) Les ambassades éthiopiennes à travers le monde font également de leur mieux pour améliorer le flux de transferts de fonds.

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Accès libre aux devises par les nationaux

Non

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds ne sont pas imposés en Ethiopie.

Circuits et coûts des transferts de fonds

Les informations à cet égard sont fournies aux nationaux à l'étranger par le canal des banques commerciales et des ambassades.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux :

l'Ethiopie ne l'autorise pas.

Les circuits les plus courants à travers lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés

Circuit de transfert officiel 1 : Banques commerciales

Circuit de transfert officiel 2 : Sociétés de transfert de fonds
(Western Union et Money Gram)

Circuit de transfert informel 1 : *Hawala* Houses/systèmes informels dans les villes

Circuit de transfert informel 2 : Transfert de fonds à travers des individus voyageant en Ethiopie.

Principaux acteurs du marché de distribution des fonds transférés

Compagnies de transfert de fonds

Banques

Systèmes informels de transfert de fonds.

De quelle manière ce marché a-t-il changé au fil du temps ?

Depuis la dévaluation de la monnaie nationale, le BIRR et l'élimination progressive de la prime entre le taux de change officiel et le taux de change parallèle, le transfert par le canal officiel s'est accru de manière considérable.

Services de distribution de fonds transférés dans les zones rurales

Les agences de transfert d'argent sont en train de développer leurs réseaux hors des principales villes.

Epargnes et banques

Les populations déposent-elles généralement leurs épargnes dans les banques ? – Oui.

Audits annuels des banques

Oui

LESOTHO



Organe gouvernemental chargé de la question de la migration et des transferts de fonds

Le Ministère de l'Emploi et du Travail est chargé de l'administration du fonds de retenue sur les traitements. La structure est composée comme suit :

1. Ministère de l'Emploi et du Travail
2. Lesotho Bank
3. Représentants des mineurs
4. Agence de recrutement

Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les transferts de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Collecte de données sur les transferts de fonds

Type de données collectées sur les transferts de fonds :

Flux total officiel
Fréquence des transferts
Modes/circuits de transferts de fonds
Pays d'expédition de fonds
Revenu de l'expéditeur de fonds
Emploi de l'expéditeur de fonds

Principaux flux de transferts de fonds

Premier pays d'expédition de fonds – République d'Afrique du Sud

Informations supplémentaires sur les expéditeurs de fonds

Tranche d'âge	30 à 50 ans
Lieu d'origine (rurale/urbaine)	les deux
Niveau d'études	surtout l'enseignement primaire
Niveau socioéconomique	Bas – moyen

Usage principal des fonds transférés

Alimentation
Soins médicaux/médicaments
Logement
Education
Eau/Electricité/Carburant
Transport
Communication

Appareils électroménagers
Habillement

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds ne sont pas imposés au Lesotho.

Circuits de transfert de fonds et coûts

Les coûts du transfert de fonds sont supportés par les employeurs et le fonds lui-même.
Les migrants ne supportent aucun coût.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Lesotho ne l'autorise pas.

La plupart des circuits par lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés

Circuit de transfert officiel 1 : Banques commerciales
Circuit de transfert officiel 2 : Agences de recrutement

Principaux acteurs du marché de la distribution des fonds transférés

Compagnies de transfert de fonds
Agences de recrutement

Services de distribution des fonds transférés dans les zones rurales*

Aucun service officiel de distribution n'existe en ce moment
Des transferts et comptes individualisés ont été proposés.

Epargne et banques

Les populations ne déposent généralement pas leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Mesures visant à promouvoir la migration de travail règlementée

Il existe une agence de recrutement dans le pays. Tous les contrats des personnes recrutées sont examinés par le ministère de l'emploi et du travail avant d'être envoyés à leurs destinataires. Les dossiers sont conservés au niveau du ministère et des bureaux de l'agence.

Mesures visant à fournir des services d'appui aux migrants

Il existe des bureaux de consulat en Afrique du Sud avec lesquels le Ministère de l'Emploi et du Travail collabore sur toutes les questions relatives aux travailleurs migrants Basotho.

Accords bilatéraux

Le Lesotho et la République d'Afrique du Sud ont conclu un accord de travail pour recruter des ressortissants du Lesotho.

*tbc

MALI



Organe gouvernemental chargé de la question de la migration et des transferts de fonds

Le Ministère malien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine œuvre en collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances à la réalisation de projets de co-développement ; il est également chargé de traiter des questions relatives à la migration et aux transferts de fonds.

Type de flux financiers dans les données sur les transferts de fonds et définition des fonds transférés utilisés

Parmi les types de flux enregistrés on compte les flux officiels par le biais des banques et des transferts informels, bien que le montant exact soit inconnu. Les données sont enregistrées en tant que partie de la balance des paiements sous la dénomination « transferts du travailleur », qui se conforment aux directives de la 5^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements pour le FMI (MBP5). Les transferts bancaires, les chèques de voyage et les devises étrangères sont inclus dans le compte. La méthodologie et les définitions utilisées sont tirées du MBP5.

Collecte de données sur les transferts de fonds*

Type de données collectées sur les transferts de fonds :

Total du flux officiel

Modes/circuits de transfert de fonds

Coût du transfert

Pays d'expédition de fonds

Ville/province/région/communauté de destination de fonds

Utilisation principale des fonds transférés

Les données enregistrées concernent essentiellement le transfert de fonds de la France vers le Mali, ce qui représente sans nul doute le type de transfert le plus facile à évaluer en raison de la bonne organisation de la communauté malienne en France.

Total des flux de transferts de fonds

2004 officiels	110 millions \$
2004 informels	130 millions \$
2004 Flux total estimé	240 millions \$

Principaux pays/région d'expédition de fonds

Trois premiers pays/région d'expédition de fonds :

France

*tbc

Etats-Unis
Afrique centrale et Asie

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds sont imposés au Mali.

Accès libre aux devises par des nationaux

Oui

Informations sur les circuits de transferts de fonds et leurs coûts

Les banques maliennes sises à l'étranger et les banques locales fournissent ces informations.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

Le Mali ne l'autorise pas.

Les circuits les plus courants à travers lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés

Circuit de transfert officiel 1 : Banques maliennes (frais : 8 à 10 euros pour des transferts atteignant 300 euros)

Circuit de transfert officiel 2 : Western Union (frais : 18 à 4%)

Circuit de transfert officiel 3 : Service postal

(frais : Banques françaises = 15 à 20 Euros)

Circuit de transfert informel : Opérateurs informels (frais: fax = 3 à 10%)

Principaux acteurs du marché de la distribution des fonds transférés

Banques

Banques maliennes et leurs bureaux extérieurs

Systèmes informels de transfert de fonds

Les commerçants au Mali et à l'étranger qui Apportent leur assistance par le transfert de fonds via fax

Services de distribution des fonds transférés dans les zones rurales

Qualité – les services informels fournis par des commerçants sont les plus répandus mais de nombreux problèmes de sécurité se posent lors de la distribution dans les zones rurales. En conséquence, la distribution est essentiellement concentrée dans les zones urbaines et les services de distribution des fonds transférés dans les zones situées en dehors des centres urbains sont essentiellement effectués à travers les familles et les réseaux sociaux.

Mesures visant à fournir des services aux migrants

L'assistance est fournie par les consulats et leurs services sociaux en plus du Ministère malien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine.

Services des migrants visant à encourager les investissements provenant des transferts de fonds

Fonds de contrepartie pour les projets de développement locaux

Fonds de contrepartie pour le logement

Partenariats avec des agences de développement locales/nationales/internationales

Incitations au crédit

Primes d'expansion commerciale

Description des Activités : Dans le cadre du « co-développement », un fonds d'investissement pour le développement local est devenu opérationnel depuis 2003. Le processus de développement d'outils de crédit pour l'investissement économique est en cours.

Epargne et banques

Les populations déposent généralement leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Accords de coopération

Avec des pays d'accueil de migrants qui prennent en charge les questions de la migration de nationaux : un Comité franco-malien se réunit chaque année pour traiter les questions relatives à la migration de maliens en France.

Avec des organisations internationales œuvrant dans le domaine de la migration et des transferts de fonds : Le Mali travaille en collaboration avec l'Agence française de développement en vue de mettre en place des mécanismes et outils pour faciliter les transferts de fonds. La BCEAO participe également aux discussions régionales francophones sur le rôle des transferts de fonds dans le processus de développement des pays d'origine.

Les relations officielles entre le gouvernement et les diasporas de migrants nationaux à l'étranger

Congrès et/ou manifestations de la Diaspora (Forum de la Diaspora en Octobre 2003)

Informations/sites web (Site web des Maliens à l'étranger)

Relation avec les associations de migrants/de la Diaspora à l'étranger (Haut Conseil des Maliens à l'étranger)

TANZANIE



Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les transferts de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux financiers dans la collecte de données sur les transferts de fonds et définition des fonds transférés utilisés

Actuellement, la Banque de Tanzanie collecte des données sur les transferts de fonds des travailleurs. Les transferts de fonds effectués par les travailleurs couvrent les transferts effectués par des travailleurs employés dans leur nouveau lieu de résidence pendant une année ou plus au profit de résidents de leur ancien lieu de résidence.

Collecte de données sur les transferts de fonds

Type de données collectées sur les transferts de fonds :

Modes/circuits de transfert de fonds

Coût du transfert

Pays d'expédition de fonds

Ville/province/communauté de destination de fonds

Autres

Total des flux de transferts de fonds

2003 officiels	1,9 million \$
2003 Total en % du PIB	0,02%
2004 officiels	3,4 millions \$
2004 Total en % du PIB	0,03%

Principaux flux de transferts de fonds

Trois premiers pays/région d'expédition de fonds :

Etats-Unis

Europe

Extrême et Moyen-Orient

Principal usage des fonds transférés

Alimentation

Soins médicaux/Médicaments

Logement

Education

Eau/Electricité/Carburant

Transport

Communication
Appareils électroménagers
Habillement
Construction/réparation de maisons

Mesures visant à améliorer la collecte de données sur les transferts de fonds

Il conviendrait tout d'abord de connaître le nombre de Tanzaniens vivant à l'étranger. Il faut également que le gouvernement prenne des mesures d'orientation susceptibles d'encourager les Tanzaniens vivant à l'étranger à participer aux programmes d'épargne et aux investissements productifs disponibles. A l'heure actuelle, rares sont les banques qui ont des liens directs avec les Tanzaniens à l'étranger. Il faut également améliorer l'accès aux communautés rurales.

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Accès libre aux devises par les nationaux

Non

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds ne sont pas imposés en Tanzanie.

Circuits et coûts des transferts de fonds

Les informations sont transmises par le biais des communautés et missions diplomatiques tanzaniennes à l'étranger (ambassades). Des informations sont également diffusées par le canal de l'Internet puisque la plupart de ces banques disposent de sites web.

Détention de comptes en devises rapatriables détenus par des nationaux

La Tanzanie ne l'autorise pas.

Les circuits les plus courants à travers lesquels les destinataires reçoivent les fonds transférés

Circuit de transfert officiel 1 : Banques commerciales (frais : 1% du montant avec une exigence minimale de 10 \$)
Circuit de transfert officiel 2 : Western Union
Circuit de transfert officiel 3 : Money Gram
Circuit de transfert informel : Les amis et parents voyageant à l'étranger

Principaux acteurs du marché de distribution des fonds transférés

Banques
Systèmes informels de transfert de fonds
Autres

Comment ce marché a-t-il changé au fil du temps ?

Le marché s'est développé de manière considérable depuis la libéralisation du secteur financier. L'augmentation du nombre de banques commerciales a facilité le transfert de fonds d'un pays à un autre et a permis d'accroître la confiance pour ce qui concerne l'utilisation des mécanismes officiels de transfert de fonds. Il faut au maximum 2 à 3 jours pour que ceux-ci parviennent au bénéficiaire.

Services de distribution de fonds transférés dans les zones rurales

Qualité – Actuellement, les services de distribution se trouvent dans les villes, mais il existe toutefois des projets d'expansion vers l'intérieur. Cependant, ces projets seront réalisés conformément à l'expansion/la mise en réseau des banques commerciales dans la mesure où elles sont les principaux acteurs du marché.

D'autres mesures visant à améliorer le service – Dans le passé, une seule banque était mandatée pour traiter des transferts de Western Union. A l'heure actuelle, Western Union a aussi désigné d'autres banques commerciales en qualité d'agents.

Services visant à encourager les migrants à investir les fonds transférés

Fonds de contrepartie pour les projets de développement locaux.

Description des activités : Si l'investisseur est Tanzanien, le capital initial requis pour investir est de 100 millions de Shillings tanzaniens (TZS) mais pour les étrangers, il est de 400 millions de TZS. Cette faveur incite les Tanzaniens à investir chez eux.

Epargne et banques

Les populations déposent généralement leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Accords bilatéraux/régionaux

La Tanzanie est membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Pour faciliter la libre circulation de la main d'œuvre, les pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est vont réexaminer et normaliser le code du travail et les règlements relatifs aux normes du travail. La libéralisation des marchés du travail sera harmonisée pour permettre une bonne circulation de la main d'œuvre au moment où les Etats membres en sont à la phase d'intégration d'un marché commun.

Accords de coopération avec des organisations internationales dans le domaine de la migration et des transferts de fonds

Il existe un programme dénommé migration pour le développement en Tanzanie (MIDTA), qui vise à contribuer au développement socioéconomique de la Tanzanie à travers la mobilisation de ressources financières et autres de la Diaspora tanzanienne en vue de réduire la pauvreté et d'utiliser ses compétences pour renforcer les capacités techniques et institutionnelles des secteurs public et privé. Le programme MIDTA travaille en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à l'élaboration de stratégies visant à gérer la migration en Afrique.

Autres politiques et mesures en vigueur

Certaines réformes économiques ont eu un impact sur le secteur du transfert de technologie, entraînant ainsi de manière indirecte une plus grande participation du secteur privé et des investisseurs étrangers qui ont investi dans les systèmes et services modernes de télécommunication, l'application du matériel et logiciel des TI pour les marchés intérieurs tels que l'expansion des sociétés de téléphones mobiles. Le gouvernement a également introduit des mesures incitatives, dont la réduction des taxes sur les ventes et à l'importation concernant l'application de matériel et logiciel des TI.

UGANDA



Données sur les flux de transferts de fonds et la migration

Les données sur les transferts de fonds sont documentées par la Banque centrale.

Type de flux financiers dans la collecte de données sur les transferts de fonds

Les états et rapports des entreprises de transfert d'argent (Money Gram et Western Union), les banques commerciales et les bureaux de change.

Collecte de données sur le transfert de fonds

Type de données collectées sur les transferts de fonds:

Total flux officiel

Nombre de transactions annuelles

Modes/circuits de transfert de fonds

Coût du transfert

Pays d'expédition de fonds

Ville/province/région/communauté de destination de fonds

Des données sur les transferts de fonds sont collectées mais des projets sont en cours qui visent à mettre en place un système officiel de collecte de données. L'application de la loi sur le change (2004) exige également que toutes les personnes autorisées à s'occuper de transferts présentent des rapports pertinents. En outre il existe des projets de collecte de données pertinentes par le biais d'une Enquête Nationale sur les Ménages.

Total des flux de transferts de fonds

2003 Flux total estimé	297 millions \$
2003 Total en % du PIB	4,60%
2004 Flux total estimé	291 millions \$
2004 Total en % du PIB	3,70%

Principaux flux de transferts de fonds

Trois premiers pays d'expédition de fonds :

Royaume Uni

Etats-Unis

Japon

Usage principal des fonds transférés

Alimentation

Soins médicaux/Médicaments

Logement

Education
Eau/Electricité/Carburant
Transport
Communication
Appareils électroménagers
Habillement

Taux de change officiel

Au taux du marché.

Accès libre aux devises par les nationaux

Oui

Taxation et transferts de fonds

Les revenus provenant des transferts de fonds ne sont pas imposés en Ouganda.

Circuits et coûts du transfert de fonds

Des informations sur les circuits et coûts du transfert de fonds sont fournies aux ressortissants ougandais à l'étranger convoqués à cet effet, ainsi que des explications sur les procédures officielles. En outre, des informations sont également disponibles sur le site web du gouvernement.

Détention de comptes en devises rapatriables par des nationaux

l'Ouganda l'autorise.

Most common channels through which recipients receive remittances

Circuit de transfert officiel 1 : Compagnies de transfert de fonds comme Money Gram et Western Union (frais : 20% de la valeur transférée)

Circuit de transfert officiel 2 : Institutions bancaires (frais : 10% de la valeur transférée)

Circuit de transfert officiel 3 : Bureaux de change (0,5 à 1% de la valeur transférée)

Circuit de transfert informel 1 : Bureaux de change

Circuit de transfert informel 2 : Entreprises commerciales

Circuit de transfert informel 3 : Connaissances

Principaux acteurs du marché de distribution des fonds transférés

Compagnies de transfert de fonds

Mécanismes informels de transfert de fond

Comment un changement est-il intervenu dans le marché au fil du temps ?

Augmentation des volumes de fonds transférés grâce aux bureaux de change en raison des connexions à l'Internet.

Services de distribution de fonds transférés dans les zones rurales

Les fonds transférés sont distribués au niveau des zones rurales par le biais des connaissances/individus, institutions de micro crédit liées à Western Union, et institutions bancaires ayant des succursales dans les zones rurales.

Autres mesures visant à améliorer le service – La Loi sur le change (2004) impose aux établissements de transfert de fonds de rendre compte des coûts apparentés.

Mesures visant à attirer l'investissement des fonds transférés

Bons du Trésor (91 jours, 182 jours, 273 jours, 364 jours)

Obligations (10 ans, 5 ans, 3 ans, 2 ans)

Services visant à encourager les migrants à investir les fonds transférés

Informations sur le gouvernement/les projets de développement qui nécessitent un soutien.

Partenariats avec les agences de développement locales/nationales/internationales.

Description des activités : La Uganda Investment Authority (UIA) centralise ces informations.

Epargnes et banques

Les populations déposent leur épargne dans les banques.

Audits annuels des banques

Oui

Promotion de la migration de travail règlementée

Par le biais du *External Employment Unit* (EEU).

Accord de coopération avec des organisations internationales dans le domaine de la migration et des transferts de fonds

Organisation internationale pour les Migrations (OIM)

ANNEXE

QUESTIONNAIRE SUR LES RAPATRIEMENTS DE FONDS

(pour les Pays les Moins Avancés)

Section I Données sur les flux de fonds rapatriés et les migrations

1. Les données relatives aux rapatriements de fonds sont-elles actuellement recueillies par la banque centrale ou une autre institution gouvernementale ?

Oui

Non

2. Si oui, quels types de flux financiers sont-ils englobés dans les données de rapatriement de fonds recueillies et quelle définition donnez-vous des rapatriements de fonds ?

3. Si oui, quels types de données sur les rapatriements de fonds sont-elles recueillies ?

	Oui	Non
La totalité des fonds rapatriés par les canaux officiels (annuellement)		
Le nombre total de transactions/transferts (annuellement)		
La fréquence des transferts		
Les méthodes/canaux de rapatriement de fonds (société spécialisée, banque, etc.)		
Le coût du transfert		
Le pays de provenance des fonds		
La ville/province/région/communauté bénéficiaire		
Le sexe de l'expéditeur et du bénéficiaire		
L'âge de l'expéditeur		
Le revenu de l'expéditeur		
L'emploi exercé par l'expéditeur		
Le statut du migrant expéditeur et sa situation au regard du droit		
Les principales utilisations des fonds rapatriés		
Autre (préciser)		
Autre (préciser)		
Autre (préciser)		

4. Si aucune donnée n'est recueillie sur les rapatriements de fonds, veuillez en donner les raisons. S'il existe des projets pour mettre sur pied un système de collecte de données dans l'avenir, veuillez en faire état et indiquer de quels types de données il s'agit.

5. Si vous avez déjà recueilli officiellement des données sur les rapatriements de fonds, quels ont été (en dollars E-U) les montants totaux rapatriés (estimations formelles, informelles/non consignées et cumulatives) pour 2003 et 2004, et quelle proportion l'ensemble représente-t-il par rapport au produit intérieur brut (PNB) ?

	Flux formels (USD)	Estimations flux informel/non consigné (USD)	Total flux estimatif (USD)	Total en pourcentage du PNB
2003				
2004				

6. De quels pays proviennent principalement les fonds rapatriés (citez les trois pays principaux) ?

(1)

(2)

(3)

7. Quel est le statut de migrant/la situation au regard du droit des expéditeurs de fonds ?
Veuillez répondre en donnant des pourcentages.

Statut des expéditeurs de fonds en pourcentage de l'ensemble des expéditeurs	En pourcentage de l'ensemble des expéditeurs
Travailleurs migrants peu qualifiés (sous contrat régulier et de durée déterminée)	
Professionnels hautement qualifiés (sous contrat régulier et de durée déterminée)	
Migrants en situation irrégulière	
Demandeurs d'asile/réfugiés	
Migrants jouissant d'un permis de séjour permanent/de la citoyenneté	
Autre (veuillez préciser)	

8. Comment se répartissent les expéditeurs de fonds en fonction du sexe ?

	En pourcentage des expéditeurs de fonds
Femmes	
Hommes	

9. Que pouvez-vous dire d'autre à propos des expéditeurs de fonds ? Veuillez expliquer.

	Oui	Non	Si oui, précisez
Tranche d'âge			
Origine (rurale ou urbaine)			
Niveau d'éducation formelle			
Niveau socio-économique			
Autre (expliquez)			
Autre (expliquez)			

10. Avez-vous des informations sur l'utilisation principale de ces fonds rapatriés ? Veuillez expliquer.

Utilisation principale des fonds rapatriés	Oui	Non	Si oui, veuillez expliquer
Alimentation			
Soins de santé/médicaments			
Logement			
Education			
Eau/électricité/carburant			
Transports			
Communications			
Appareils ménagers/électroniques			
Habillement			
Autre (expliquez)			
Autre (expliquez)			

11. Des mesures ont-elles été prévues ou devraient-elles l'être pour recueillir/améliorer la collecte de données futures sur les rapatriements de fonds ?

.....

Section II Politiques et mécanismes destinés à susciter les rapatriements de fonds, ou de nature à détourner les fonds rapatriés des canaux informels

12. Le taux de change officiel est-il surévalué ou correspond-il aux taux pratiqués sur le marché mondial ?

Surévalué En accord avec les taux du marché mondial

13. Les revenus des rapatriements de fonds sont-ils taxés ?

Oui Non

14. Autorisez-vous les nationaux à détenir un compte en devises ?

Oui Non

15. L'accès au change se fait-il sans restriction aucune ?

Oui Non

16. Fournissez-vous des informations à vos nationaux se trouvant à l'étranger concernant les filières légales et les frais de transfert ?

Oui Non

Si oui, veuillez expliquer de quelle façon :

.....

17. Veuillez décrire les canaux les plus habituels (formels et informels/non enregistrés) par lesquels les bénéficiaires reçoivent les fonds rapatriés ?

Transferts formels :

- (1)
- (2)
- (3)

Transferts informels/non enregistrés :

- (1)
- (2)
- (3)

18. Quels sont les frais de transfert moyens pour chaque mécanisme de rapatriement de fonds ?

Mécanisme de transfert/rapatriement	Frais (exprimés en pourcentage du montant transféré)

19. Veuillez indiquer qui sont les acteurs principaux sur le marché de la remise des fonds rapatriés dans votre pays.

Sociétés spécialisées dans les rapatriements de fonds	
Banques	

Systèmes informels de rapatriement de fonds	
Autre (veuillez préciser)	

Comment ce marché a-t-il évolué avec le temps ? Veuillez expliquer.

.....

20. Veuillez indiquer l'étendue/la qualité des services de remise de fonds rapatriés dans les zones rurales et quelles mesures ont été prises le cas échéant pour améliorer ces services aux bénéficiaires dans les communautés rurales.

.....

21. Veuillez mentionner toute autre mesure prise pour améliorer la fourniture des services de remise de fonds rapatriés et/ou pour en réduire les coûts.

.....

Section III Politiques visant à améliorer l'impact des rapatriements de fonds sur le développement

22. Des bons d'équipement ou tout autre instrument financier ont-ils été émis par le gouvernement ou par une banque pour susciter les investissements à partir de fonds rapatriés ?

Oui Non

Si oui, veuillez donner une brève description :

.....

23. Offrez-vous aux émigrés de votre pays l'un quelconque des programmes/services suivants pour encourager l'investissement d'une partie des fonds qu'ils rapatrient sous la forme d'initiatives de développement ?

(cochez « oui » ou « non » dans chaque cas)

	Oui	Non
Fonds d'appariement pour projets locaux de développement		
Fonds d'appariement pour le logement		
Informations sur les projets gouvernementaux/de développement pour lesquels une aide serait la bienvenue		
Partenariats avec des agences locales/nationales/internationales de développement		
Encouragement au crédit		
Formules d'incitation pour la création d'entreprises		

Si vous avez répondu oui à l'une des questions ci-dessus, veuillez donner une brève description de vos activités :

.....

24. La population place-t-elle son épargne dans les banques ?

Oui Non

25. Les banques font-elles l'objet de vérifications comptables annuelles ?

Oui

Non

26. Combien de cas de défaillance y a-t-il eu en 2004 de la part des banques ?

.....

Section IV Politiques d'émigration susceptibles d'influer sur les rapatriements de fonds

27. Des mesures sont-elles en place pour promouvoir la gestion de la migration de main-d'œuvre ?

Oui

Non

Si oui, veuillez décrire brièvement :

.....

28. Des mesures sont-elles en place pour fournir des services de soutien aux émigrés ?

Oui

Non

Si oui, veuillez décrire brièvement :

.....

29. L'émigration des femmes est-elle soumise à des restrictions ?

Oui

Non

Si oui, veuillez décrire brièvement :

.....

30. Avez-vous conclu des accords bilatéraux ou régionaux pour assurer l'accès de vos nationaux au marché du travail ?

Oui

Non

Si oui, veuillez décrire brièvement :

.....

Section V Cadre institutionnel

31. Y a-t-il dans votre pays des ministères/des départements/des comités qui se consacrent à la question des migrations et des rapatriements de fonds ? Si tel est le cas, veuillez préciser leurs structures et leurs responsabilités/activités.

.....

32. Avez-vous des accords de coopération avec des pays de destination de migrants portant sur l'immigration de vos nationaux et qui pourraient soutenir ou au contraire gêner indirectement les rapatriements de fonds ? Veuillez expliquer.

.....

33. Collaborez-vous formellement avec des organisations internationales dans le domaine de la migration et des rapatriements de fonds ? Si tel est le cas, veuillez préciser de quelles organisations il s'agit et en quoi consiste cette collaboration.

.....

Section VI Autres politiques d'intérêt liées aux diasporas

34. Votre gouvernement a-t-il des relations formelles avec la diaspora des nationaux ? Si tel est le cas, veuillez expliquer en quoi consistent ces relations.

	Oui	Non	Veuillez préciser
Congrès et/ou manifestations en rapport avec les diasporas			
Journée de célébration des diasporas			
Information/sites Internet			
Carte d'identité			
Double citoyenneté			
Droit de vote			
Relations avec des associations de migrants/diasporas à l'étranger (associations de villes natales)			
Autre (veuillez préciser)			

Si vous n'entretenez pas de relations formelles avec vos diasporas, veuillez en donner les raisons et indiquer s'il existe des plans en vue de développer de telles relations à l'avenir avec des nationaux vivant à l'étranger.

.....

35. Si vous avez mis sur pied d'autres politiques comme l'apprentissage par les voies électroniques, le transfert de savoir-faire, ou autre, veuillez les préciser.

.....